

Allocution d'ouverture du président Pragmatisme de François Legault Le président de la CSQ invite à la prudence



Réjean Parent, président CSQ

Le président de la CSQ, M. Réjean Parent, a profité de son allocution d'ouverture au Conseil général pour inviter les personnes déléguées de la Centrale ainsi que l'ensemble des membres à se montrer méfiants et prudents à l'égard du pragmatisme professé par François Legault et sa Coalition Avenir Québec (CAQ).

« Il faut rappeler les propositions inquiétantes de la CAQ en éducation qui s'inspirent d'expériences américaines, telles que la paye au mérite, qui se sont avérées des échecs. Et ce n'est guère mieux en santé avec le virage tout récent de Legault vers le privé résultant de son mariage avec l'ADQ. Comme si cela n'était pas suffisant, le chef caquiste a réussi un nouveau virage à 180 degrés en s'engageant à évaluer sérieusement la possibilité de verser 100 \$ par semaine pour chaque enfant qui ne fréquente pas les garderies subventionnées, comme lui demandait l'ADQ et contrairement à ce qu'il prétendait jusqu'à tout récemment », a soutenu M. Parent.

Le président de la CSQ s'est également questionné sur le degré de confiance que la population peut accorder à un chef politique qui change constamment d'opinion « au gré du vent et des sondages ».

Guère mieux du côté libéral

D'autre part, M. Parent a aussi profité de l'occasion pour déplorer que le gouvernement libéral n'ait toujours pas changé d'idée au sujet des coupes en santé et en éducation et qu'il maintienne le cap plus que jamais. Des coupes qui auront pourtant des impacts certains sur les services aux élèves.

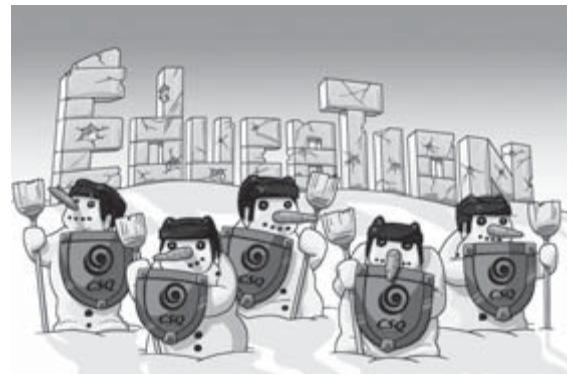
Finalement, le président de la CSQ a rappelé qu'on attend toujours, de la part du gouvernement, le plan d'action modifié et bonifié pour contrer la violence dans les établissements d'enseignement.

Le texte complet de l'allocution d'ouverture est disponible dans l'extranet CSQ.

Plan d'action et de communication pour contrer les attaques envers le système d'éducation

Depuis quelque temps, nous constatons plusieurs attaques envers notre système d'éducation. Nous faisons face aussi à des coupes importantes au budget des commissions scolaires et des cégeps qui auront des impacts sur les services aux élèves, aux étudiantes et aux étudiants.

Les personnes déléguées du Conseil général ont affirmé leur intention de s'opposer aux propositions qui viennent ébranler le système d'éducation du Québec et qui n'apportent rien pour améliorer la réussite éducative. Elles ont voté un plan d'action et de communication en appui à cette lutte et comportant des activités de mobilisation et des outils de communication.



Les personnes déléguées ont aussi dénoncé les propos tenus récemment par certains acteurs sur la scène publique. La Coalition Avenir Québec (CAQ) propose d'introduire des mesures inéquitables, dont la paye au mérite et des bonus à la performance des écoles qui ont pourtant échoué aux États-Unis. De son côté, le Parti libéral du Québec suggère des chambardements de structures, de même que des coupes budgétaires et de personnel, sans en expliquer les effets sur l'organisation scolaire et sur la réussite.

Ce plan d'action et de communication prend effet dès à présent.

Modernisation du Régime de santé et sécurité du travail



Alors que la ministre québécoise du Travail, Lise Thériault, s'appête à transmettre à son gouvernement ses propositions pour moderniser le Régime de santé et sécurité du travail, les personnes déléguées de la CSQ ont profité du dernier Conseil général pour adopter les orientations qu'elles souhaitent voir défendues par leur Centrale dans ce dossier.

Les modifications adoptées visent, notamment, à inclure dans la loi les nouveaux besoins des travailleuses et des travailleurs qui sont le fait d'une société en changement, tels les risques psychosociaux du travail. Ainsi, la CSQ réclame que le régime de prévention de la santé et de la sécurité du travail soit renforcé de façon à promouvoir un objectif de réduction de ces risques psychosociaux. On souhaiterait d'ailleurs que l'employeur soit obligé de procéder à l'identification des risques psychosociaux présents dans son établissement.

Accommodement raisonnable

Parmi nos autres recommandations, nous retrouvons la création d'une association sectorielle paritaire pour l'éducation, ainsi que l'ajout de dispositions à la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles déclarant que l'obligation d'accommodement raisonnable découlant de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne s'applique aux travailleurs victimes d'une lésion professionnelle.

Droit au retrait préventif

Par ailleurs, la CSQ s'opposera vigoureusement à toute mesure qui aurait pour effet de restreindre le droit au retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite.

Le prochain Conseil général aura lieu du 21 au 24 février 2012 au Sheraton, Laval. Il sera entrecoupé des *Rendez-vous CSQ de l'éducation 2012*.

En route vers le Congrès

En juin 2012 se tiendra le Congrès de la Centrale. Ainsi, les présidences d'assemblée ont été nommées au Conseil général (CG). Lors du Congrès, les personnes déléguées auront à choisir les cinq membres du Conseil exécutif (CE). Aussi, a-t-on profité du CG pour rappeler les modalités de fonctionnement du scrutin.

Commission spéciale sur le renouveau syndical Faire évoluer nos pratiques syndicales

Lors du Séminaire de la rentrée, certains constats sont ressortis des différents témoignages et des conférenciers. Aussi, une réflexion en profondeur de nos pratiques syndicales semble dorénavant fort à propos. Pour que la CSQ demeure un agent de transformation sociale légitime, efficace et engagé, les personnes déléguées du CG recommandent au Congrès la création d'une Commission spéciale sur le renouveau syndical. Composée de sept membres, la Commission spéciale aura notamment pour mandat d'établir le portrait de la vie syndicale à la CSQ et de suggérer les moyens nécessaires pour accroître notre légitimité, notre action collective et notre engagement syndical et social.



La culture : la définir et la soutenir

Les personnes déléguées réfléchiront sur la place de la culture comme élément fondateur de l'identité collective de la population québécoise. L'enseignement des arts et de la culture constitue un élément essentiel à la démocratisation de la culture. Il faut s'assurer du rayonnement des programmes de formation dans le réseau scolaire. Par ailleurs, les personnes déléguées ont dénoncé le manque de ressources dans les bibliothèques de leurs établissements. Le Congrès se penchera sur la possibilité d'établir une politique culturelle à la Centrale.

Rappel des thèmes du Congrès

La réflexion des personnes déléguées s'articulera autour des trois thèmes suivants :

- Le rôle de l'État à l'égard des services publics et du bien commun;
- Les éléments fondateurs de l'identité québécoise : langue française, culture, histoire et laïcité de l'État;
- Les choix économiques en ce qui a trait aux finances publiques et au développement du Québec.

FPSES - CSQ



Le Conseil exécutif de la FPSES: Marie Racine, présidente, Christian Champagne, vice-président aux affaires administratives et Anne Dionne, vice-présidente aux affaires financières.

À l'aide d'une vidéo, la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES) a présenté aux personnes déléguées au Conseil général (CG) la réalité de sa fédération. Composée de 4 000 membres regroupant une centaine de titres d'emploi, la FPSES « est un atout important au sein de la CSQ », a mentionné un délégué.

Recherche-action contre l'intimidation dans les écoles

Depuis plusieurs années, la CSQ est très active dans la prévention et l'intervention sur la question de la violence dans les établissements d'enseignement. Que ce soit en termes de tournées d'information et de formation, de colloques, de publication de guides et de brochures, d'interventions politiques, etc. La CSQ met de l'avant tous les moyens à sa disposition pour faire, des établissements d'enseignement, des milieux sains et sécuritaires tant pour le personnel que pour les élèves et les étudiants. Par toutes ces actions, la CSQ veut démontrer que lorsque des moyens sont mis en place, ceux-ci donnent des résultats. Il est donc impératif d'en assurer leur pérennité.

La Centrale s'est aussi associée à la Fondation Jasmin Roy en parrainant une recherche-action sur le terrain portant sur la sensibilisation des milieux au phénomène de l'intimidation à l'école. On suivra ainsi les victimes et les agresseurs, tout en créant des outils efficaces pour prévenir l'intimidation et intervenir à ce sujet. La démarche proposée se fait selon les étapes suivantes : sensibiliser, informer, prévenir, aider, sanctionner, au besoin. L'objectif principal de la démarche consiste à outiller le personnel de l'école. Un rapport final de ce projet pilote sera déposé en juin 2012.

Étude sur l'opportunité d'étendre la loi 101 aux cégeps

La délégation a reçu les recommandations du comité de travail qui estime que l'application de la loi 101 au collégial pourrait entraîner des conséquences insoupçonnées. Pensons à l'accélération du développement de collèges privés.

En reconnaissant l'importance de la problématique de la fréquentation des cégeps de langue anglaise par les étudiants francophones et allophones, le CG a adopté plusieurs pistes d'action afin de contrer le phénomène, dont la plus importante demande au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport de plafonner la proportion actuelle du financement du réseau collégial dévolue aux cégeps de langue anglaise.

Comité pour la diversité sexuelle

Le comité fera parvenir dans les milieux l'affiche *Tout comme moi* servant à sensibiliser les jeunes pour contrer les préjugés et les stéréotypes face à l'homosexualité et la transsexualité. D'ailleurs, les membres du Conseil général ont été invités à tenter d'identifier sur l'affiche les personnes homosexuelles. Un petit exercice plus ardu qu'il n'y paraît, car les préférences sexuelles ne sont pas visibles à l'œil nu, mais prennent le visage de notre voisin, de notre collègue de travail, etc.



Jacques Pétrin, membre du Comité pour la diversité sexuelle

Le CG en images



Claire Brochu, présidente Solidarité rurale du Québec

Solidarité rurale - Tant vaut le village, tant vaut le pays...

Madame Claire Brochu, présidente de Solidarité rurale est venue rencontrer les membres du Conseil général pour présenter les démarches en cours permettant de définir une véritable politique rurale. D'ailleurs, l'éducation semble partie prenante des discussions de la tournée de Solidarité rurale.

Elle invite également les membres de la CSQ à prendre part aux consultations publiques concernant le projet de loi n° 34 visant l'occupation des territoires. Comme l'a souligné madame Brochu, « Solidarité rurale jugera l'arbre à ses fruits ». Elle rappelle que les milieux ruraux sont le ciment de la société, l'avenir du Québec.

Claire Brochu a terminé son adresse à la délégation en remerciant la CSQ d'être une membre active depuis 20 ans de Solidarité rurale.

Pour connaître le calendrier de la tournée, consultez le site de Solidarité rurale au www.ruralité.qc.ca.



Sylvie Simoneau, 2^e vice-présidente CSQ, et Pierre-Paul Côté, président AREQ

AREQ

Lors du Conseil général, le président de l'AREQ, monsieur Pierre-Paul Côté, a souligné les 50 ans de l'Association par la présentation d'une vidéo retraçant son histoire. Monsieur Côté en a profité pour relater les actions concrètes de l'Association dans la défense des droits des aînés. À la suite de cette présentation, l'AREQ a célébré dignement son demi-siècle en offrant à la délégation un vin d'honneur. Et la cerise sur le gâteau, le président a été l'heureux gagnant du prix offert par la Caisse de l'Éducation, un service à vin complet!!!

La CSQ sur la scène publique

Voici quelques-unes des activités de la Centrale depuis le Conseil général d'octobre 2011.

Conférences de presse

3 novembre 2011 Lutte contre la hausse des frais de scolarité.
L'Alliance sociale marche aux côtés des étudiantes et des étudiants lors de la manifestation nationale du 10 novembre.

Relations gouvernementales

22 nov. 2011 Rencontre CSQ avec la sous-ministre adjointe à la formation professionnelle et technique.
12 déc. 2011 Rencontre CSQ et FIPEQ avec la ministre de la Famille, Yolande James, concernant les places à contribution réduite dans les services de garde.

Activités nationales

24 octobre 2011 Gala Arc-en-Ciel, organisé par le Conseil québécois des gais et lesbiennes, Montréal.
28 octobre 2011 Rendez-vous métropolitain pour l'emploi, Montréal.
18-19 nov. 2011 SPGQ, États généraux des femmes.
25 nov. 2011 SFPQ, participation à un panel au Comité national des femmes.
8 déc. 2011 Congrès de l'Association québécoise des enseignantes et des enseignants du primaire (AQEP), Québec.
9 déc. 2011 Commission sectorielle de l'éducation, Commission canadienne pour l'UNESCO, Ottawa.

Relations internationales

19 novembre au 1^{er} décembre 2011 Tournée européenne sur le régime de négociation: Berlin (20, 21 novembre), Stockholm (26, 27 novembre), Oslo (28, 29 novembre), Copenhague (30 novembre, 1^{er} décembre).
Groupe de travail des TUAC sur l'éducation, la formation et les politiques de l'emploi (22, 23 novembre).
Réunion du CSFEF, Paris (24, 25 novembre).

LaCSQ en mouvement 
Décembre 2011

Volume 6, n° 2

Publication de la Centrale des syndicats du Québec
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3
Tél.: 514 356-8888 • Téléc.: 514 356-9999
Courriel: rochefort.louise@csq.qc.net

Directrice des communications: Louise Rochefort
Rédactrice en chef: Christine Marceau
Rédaction: Marjolaine Perreault, Claude Girard
Comité de lecture: Daniel B. Lafrenière et Jean-Guy Baril
Secrétaire adjointe: France Giroux
Révision: Micheline Jean
Design graphique: Johanne Boucher
Éditeur: Atelier Imagic

Technicienne à la coordination graphique: Sylvie Bouchard
Photographe: Paul Chamberland
Impression: Imprimerie Budget
Webmestre: François Beauregard
Tirage: 7 050 exemplaires
La CSQ sur Internet: csq.qc.net
ISSN 1911-8503 D11725



1112-105